

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

ABONNEMENTS
AU « LIBERTAIRE »

FRANCE		ETRANGER	
52 Nos	22 fr.	52 Nos	30 fr.
26 Nos	11 fr.	26 Nos	16 fr.
13 Nos	5 fr. 50	13 Nos	7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 506.08,
29, rue Piat, Paris (20^e).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Action directe et plans

C'était écrit. La capitulation des organisations syndicales devant les décrets-lois, rognant une nouvelle fois les traitements et salaires des fonctionnaires et travailleurs des services publics, devait inévitablement permettre aux magnats de l'industrie privée de tenter, à leur tour, la même opération sur leurs exploités.

Pourquoi se seraient-ils gênés, l'exemple ne vient-il pas d'en haut ? L'Etat-patron n'a-t-il pas, lui-même, indiqué la marche à suivre ? Les gardes mobiles (chers aux chefs social-communistes) ne seront-ils pas, comme à Brest et à Toulon, aux côtés des exploités pour, au besoin, écraser dans le sang toute velléité de révolte ouvrière ?

C'est en vertu de ces précédents, confirmant d'ailleurs une vieille tradition, que le patronat, après quelques tentatives isolées, semble aujourd'hui vouloir déclencher une offensive générale.

Cependant, instruits eux aussi par de récentes et douloureuses expériences, les travailleurs ainsi attaqués dans leurs conditions de vie déjà si limitées, ont réagi vigoureusement contre les prétentions patronales.

En de nombreux endroits, des mouvements grévistes ont éclaté, qui durent déjà depuis plusieurs semaines. Ce sont les tramways de Lille-Roubaix ; les tisseurs de Lhomme ; les mineurs de La Mure (Isère) ; les ouvriers des Chantiers navals de Penhoët (Saint-Nazaire). D'autres encore comme les ouvriers agricoles de Cruzy (Hérault) défendent contre les gros viticulteurs leurs salaires tombés à 14 fr. par jour.

Signalons aussi la belle riposte des 5.000 dockers de Marseille contre les brimades dont ils étaient l'objet.

Tous ces mouvements, spontanément déclenchés, démontrent la volonté de lutte de la classe ouvrière, excitée par les spoliations multiples, par lesquelles on entend lui faire supporter tout le poids de la crise provoquée par le capitalisme.

Verra-t-on, comme à Brest et à Toulon, les dirigeants syndicaux tenter de freiner la réaction ouvrière pourtant si légitime ?

On pourrait le craindre par l'exemple de Lille, où le comité de grève, sous l'influence de la municipalité socialiste, avait conseillé la reprise du travail à des conditions inacceptables. Il fut heureusement désemparé par l'ensemble des grévistes qui votèrent la continuation de la grève jusqu'à complète satisfaction.

En cette période pleine de dangers, où les libertés les plus élémentaires et la dignité ouvrière sont foulées aux pieds, ils doivent se convaincre que c'est seulement dans la mesure où ils se montreront capables de faire aboutir leurs revendications immédiates qu'ils feront reculer les fauteurs de guerre et de fascisme.

Les plans de transformation sociale resteront lettre morte si, préalablement, la classe ouvrière n'a pas su imposer sa volonté dans l'action quotidienne.

Plus que jamais « entre eux et nous c'est une question de force ! » : voilà ce qu'il faut constamment répéter aux timorés et aux naïfs qui veulent mettre la charrie devant les boeufs et qui prétendent s'immiscer dans la gestion des moyens de production et d'échange, détenus par le capitalisme, alors qu'ils sont incapables de sauvegarder les droits acquis.

A ceux qui veulent orienter le mouvement syndical à la remorque d'un gouvernement quelconque et qui se réclament de l'indépendance du syndicalisme, les travailleurs doivent faire comprendre qu'ils furent trop souvent les victimes de pareils marchandages.

L'action parlementaire et politicienne qui s'est tant de fois révélée impuissante et aux formules démagogiques du planisme qui ne contiennent qu'illusion, opposons les réalités de l'action directe, de la pression directe des masses ouvrières. L'unité syndicale qui se réalise doit permettre au syndicalisme de retrouver sur ce terrain toute sa puissance et rendre à la classe ouvrière sa confiance en elle-même sa combativité d'autant qu'ils sont le gage des victoires futures.

Les contradictions du régime qui ont abouti à la crise actuelle et qui se traduisent par une misère accrue pour les travailleurs et une augmentation constante du chômage — y compris les menaces de guerre et de fascisme — ont créé une situation révolutionnaire à laquelle nous devons adapter nos méthodes de lutte.

Aux plans compliqués qu'on leur propose et qui restent inopérants et incompris des travailleurs, et par conséquent sans dynamisme, les syndicalistes révolutionnaires doivent opposer un programme d'action correspondant aux nécessités de la situation. Ils devront exiger également une liaison effective et le soutien des revendications des chômeurs, qui restent une proie facile aux convoitises fascistes.

Pour réaliser ces tâches, le syndicalisme se suffit à lui-même et n'a nul besoin de la tutelle des partis politiques ni de l'appui des élus parlementaires ou municipaux.

Au congrès de la C. G. T. reconstituée les syndicalistes véritables ne manqueront pas de le rappeler à ceux qu'ils l'auraient oublié.

N. FAUCIER.

A BAS TOUS LES "PACTES"

Ils vont ratifier le « pacte franco-soviétique ». Formalité : il y a près de deux ans que cette chère alliance franco-russe est restaurée. Et Staline sait quelle influence elle a eue sur l'évolution de nos partis d'extrême-gauche. La nouvelle alliance franco-russe qui — comme l'ancienne — doit « garantir la paix » est en liaison avec toutes sortes d'autres pactes, d'autres alliances, et d'autres « garanties ».

En dépit, ou plutôt en raison de ces « pactes », et de ces « garanties », la préparation matérielle et morale à la guerre se fait à une allure de plus en plus précipitée. Angleterre, Allemagne, Japon, Russie, France, c'est à qui proclamera le plus fort son intention d'être à la hauteur des circonstances.

Sans parler des histoires d'Ethiopie, qui peuvent encore avoir de sérieuses répercussions, il y a de l'Autriche à l'Extrême-Orient, en passant par les frontières Est du Reich hitlérien, cinq ou six « bonnes » raisons de massacre mondial.

Et l'on s'y apprête de son mieux. Il y a toutes sortes de concubines entre grands chefs militaires et civils de pays amis et alliés.

Un maréchal de l'U. R. S. S. s'est même déplacé en personne, sous le curieux prétexte d'un hommage bolchéviste à la mémoire du défunt représentant officiel de l'impérialisme britannique, pour prendre contact avec ses collègues du haut commandement de France et d'Angleterre.

Tout cela pourrait sembler assez peu rassurant pour les gens qui ne tiennent pas absolument à la guerre. Peut-on dire qu'ils y attachent beaucoup d'attention ? Bien moins souvent qu'à la question de savoir selon quelle règle se feront les prochaines élections. Ces gens n'ont pas l'air de se douter de ce qui se passe. Ni voir où on les mène.

Et ceux qui le voient et qui le disent sont assez mal vus.

Les préjugés en faveur du Front Populaire, de la S. D. N., et de l'alliance franco-russe sont intenses et répandus. Et ils ne sont pas combattus avec toute la vigueur nécessaire.

Tandis qu'au nom d'un antifascisme mal compris, ou de la défense de cette « Russie des Soviets » où l'on veut absolument voir la réalisation du socialisme, l'on prépare la « guerre sainte » contre l'Allemagne ou

Quand Israël se lève !

Il arrive rarement qu'un fils d'Israël agisse violemment contre les tyrans persécuteurs de sa race.

Quand fut abattu Pellouria, l'exterminateur des Juifs Ukrainiens, ce fut dans le monde une surprise et pour nous, anarchistes, la constatation chez un homme d'un haut sentiment de révolte contre les pogromistes assassins.

Aujourd'hui, un jeune homme du nom de Frankfurter, vient d'abattre à Davos, en Suisse, le nazi Gustlof représentant direct de Hitler, le sanglant persécuteur des Juifs d'Allemagne.

Frankfurter a déclaré avoir agi pour venger ses coreligionnaires victimes de la barbarie des nazis et il a ajouté que les balles de son revolver auraient dû frapper plutôt Hitler que son représentant.

L'acte individuel d'un Frankfurter ne sera pas inutile. Parfois les tyrans tremblent, en effet, devant les réactions des opprimés.

En tous cas, face à la passivité des grandes masses, devant leurs dictateurs et leurs tyrans, on ne peut que ressentir une extrême sympathie pour le révolté qui se résigne au sacrifice pour venger les siens.

NOTRE BUT

Il nous faut deux mille lecteurs et cinq cent abonnés en plus

Dans notre dernier numéro, nous avons établi le bilan de l'année écoulée. Bilan de succès disons-nous, bilan de victoire. La parution régulière du LIBERTAIRE en est la preuve.

De tous les coins de France, nos amis anarchistes et sympathisants ont compris, qu'au milieu des grands événements que nous traversons, ils ne pouvaient pas rester spectateurs ; qu'ils se devaient de participer aux luttes sociales avec toute la vigueur dont ils sont capables. Pour se battre, il faut posséder des armes solides, afin de pouvoir répondre efficacement aux adversaires. Et, naturellement, leurs regards se sont tournés du côté de leur vieux LIBERTAIRE. Un LIBERTAIRE bien pauvre et paraissant avec mille difficultés. Ils ont compris qu'ils devaient assurer sa parution régulière. De fait, grâce à leur concours dévoué, notre journal a pu surmonter toutes les mauvaises passes.

Mais maintenant que ce premier résultat est obtenu, l'effort ne doit pas se ralentir. Il serait regrettable qu'après avoir triomphé des heures les plus difficiles, nous connaissions à nouveau ces mauvaises situations.

Mais cela ne sera pas ! Nous sommes convaincus que nos amis ne le permettront pas. Nous n'avons jamais eu tort d'avoir confiance en eux.

Dans notre dernier numéro, nous avons indiqué que pour boucler son budget, il était indispensable que le LIBERTAIRE trouve 2.000 lecteurs et 500 abonnés supplémentaires.

Le chiffre est relativement minime, il doit être promptement atteint.

Dans son congrès de dimanche dernier, la Fédération parisiennne s'est préoccupée de cette question. Chaque groupe s'est engagé à organiser chaque semaine la vente à la criée du journal, à trouver de nouveaux dépositaires, à surveiller la vente dans ces dépôts.

Cet exemple doit être suivi dans tous les pays. Partout le LIBERTAIRE doit être vu dans la rue. Partout de nouveaux dépôts doivent être créés.

Que nos amis nous trouvent de nouveaux abonnés, qu'ils nous envoient l'adresse d'abonnés possibles auxquels nous ferons le service de plusieurs numéros.

Pendant longtemps encore malheureusement les souscriptions seront l'appoint indispensable pour boucher les trous de notre budget, c'est pourquoi sur ce point encore l'effort ne doit pas se ralentir.

Camarades souscripteurs, tant que le LIBERTAIRE n'aura pas sa vie assurée, sa parution est entre vos mains. Envoyez votre aide.

La campagne électorale va bientôt s'ouvrir. Tous les partis politiques s'efforcent de rassembler des grosses sommes pour la prochaine mascarade.

Sur la demande de la Fédération parisiennne la C. A. de l'Union anarchiste a décidé de faire éditer deux affiches et un numéro spécial du LIBERTAIRE. Dans ce but une caisse a été créée.

Nous faisons un appel à tous les groupes et individualités pour envoyer des fonds pour cette caisse. Les souscripteurs groupes ou individualités pourront demander leur remboursement en affiches ou en journaux.

Nous faisons donc appel à tous. Envoyez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris-20^e. Chèque postal Paris 506-03.

RÉGION PARISIENNE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ANARCHISTES

le Dimanche 9 Février à 14 h. 30

salle BABEUF, à la Bellevilloise, 23, rue Boyer (métro Martin-Nadaud)

Les Anarchistes et l'Unité Syndicale

Orateurs : FAUCIER, LE MEILLOUR, FREMONT

Sébastien FAURE

La parole sera donnée à tous les camarades qui la demanderont. — Participation aux frais : 1 franc.

Contre les sanctions

La parole est à nouveau aux diplomates de Genève. D'une façon générale, on pense qu'ils vont s'acheminer vers une extension des sanctions. Le principe, d'ailleurs, en a été voté depuis longtemps et il n'en reste plus qu'à déterminer les modalités et la date de l'application. Dès que ce vote sera acquis, ce qu'on appelle les produits-clés tels que le fer, le charbon et le pétrole seront frappés d'embargo. Pour le moment, un comité d'experts se préoccupe de savoir quelles ont été les répercussions des sanctions précédemment édictées sur l'économie italienne ainsi que sur celle des pays sanctionnés et non sanctionnés. Selon certains organes il semblerait que l'Italie ait peu souffert, jusqu'à présent, de l'application des sanctions, soit qu'elle ait réagi en trouvant des ressources dans sa propre économie, soit qu'elle ait depuis longtemps et par l'effet des tendances autarchiques de la politique mussolinienne, restreint ses importations afin de supprimer le déficit de sa balance commerciale.

Assurément l'application de la sanction pétrolière ne pourrait être aussi aisément parée surtout si elle est appliquée intégralement. Or, ceci dépend essentiellement de la décision que doit prendre prochainement le Congrès américain. On compte sur une décision favorable en accord avec le vœu qu'a formulé récemment la commission des Affaires étrangères du Congrès. La position des Etats-Unis est, à cet égard,

extrêmement curieuse. Au fond, il s'agit d'une révision de cette vieille et fameuse doctrine d'isolement qui, formulée depuis plus de cent ans par le président Monroe, pouvait encore passer au début du siècle comme le fondement même de la puissance américaine. La guerre de 1914 lui avait porté un rude coup dont elle ne s'était pas remise en dépit des attitudes avantageuses que le Sénat américain put prendre à l'endroit du traité de Versailles. Le conflit actuel risque de lui être aussi funeste. Les Etats-Unis s'y trouvent pris entre le désir de continuer, en dépit de toutes les catastrophes qui peuvent fondre sur l'Europe, leur commerce rémunérateur avec les belligérants comme avec les neutres et celui, non moins vif, de ne pas mécontenter l'Angleterre dont l'appui lui est nécessaire contre le Japon.

Nous saurons bientôt le résultat de ces délibérations. Mais dès à présent nous pouvons en dénoncer la comédie. L'intérêt, en tout ceci, entre seul en jeu et non comme on pourrait le croire un sentiment humanitaire. Je sais bien qu'on pourra rétorquer que là n'est pas la question et, au nom d'un pragmatisme qu'on prétend irrécusable, applaudir à l'application des sanctions qui, seules, mettront fin à la guerre : « les sanctions, c'est la paix ». Voire. Constatons en tout cas que pour le moment, elles n'ont pas beaucoup gêné l'Italie. Bien plus, elles ont permis à Mussolini la plus hardie et la plus efficace de toutes les manœuvres qu'il a tentées pour tromper l'opinion publique. C'est contre l'idée des sanctions, ne l'oublions pas, que s'est fait en Italie le grand rassemblement national, l'Union sacrée. Sans les sanctions, il eût été possible que certains éléments de la bourgeoisie et du peuple italiens se fussent dressés contre la guerre et, la lassitude aidant, réussissent à faire prévaloir leurs vœux. Mais les sanctions, interprétées comme on sait, ont permis que se développe en Italie une psychologie de la persécution infiniment profitable au Dictateur. On peut dès lors penser que l'extension des mesures coercitives aura pour effet de renforcer ce sentiment d'exaspération et de fidélité. L'histoire nous apprend jusqu'où peuvent aller de telles aberrations. La pensée éminemment exaltante d'un monde d'injustes ennemis ligés contre l'Italie peut susciter tous les héros dont Mussolini a besoin.

LASHORTES.

(Lire la suite en 3^e page.)

Permanence du Libertaire

La permanence est ouverte, tous les jours, de 17 heures à 19 heures,

LETTRES INTEMPESTIVES

La troisième à Benito

par GÉNOLD.

Ainsi Benito le « Popolo d'Italia » ne suffit plus à ta gloire ! L'Italie, et même l'Europe, te semblent trop petites et, jaloux des lauriers du vieux Scipion, tu veux être, toi aussi, l'Africain. Mais Haile Sélassié, roi des rois d'Éthiopie, s'avère plus coriace qu'Annibal et Addis - Abeba plus loin, beaucoup plus loin que Carthage.

En vérité, ô Fils de la Louve ! ta connaissance du monde fut insuffisante. Cette Afrique, objet de ta convoitise, enfermait trop d'inconnu pour ton crâne de condottiere.

D'avoir cédé la doctrine du *Fascio* ne t'a point donné les connaissances géographiques, historiques, ethnographiques et autres, dont la possession eût peut-être éloigné de ton esprit la tentation d'entraîner ton peuple dans la stupide et sinistre aventure.

Il est inconcevable, pour tout homme lucide, que tu n'aies point pressenti, ô Benito ! les formidables difficultés que présente l'assaut de cette forteresse naturelle que forment les hauts plateaux d'Éthiopie.

Lorsque tu fis promener dans Rome de triomphaux pancartes portant ces mots : « Morts d'Addis, vous êtes vengés ! », ta presse asservie annonçait à ses lecteurs ignorants : « Nous fêterons Noël à Addis-Abeba ! » Comment as-tu pu le croire ?

Le grotesque monument érigé sur la grande place d'Addis n'est en somme qu'un marbre d'exportation. Il apparaît aujourd'hui plus fragile que ces « statues » de plâtre que comportaient naguère en nos cités les lazzaroni gueilleux.

Des plateaux du Tigré, où le ras Seyoum taille des croûtes à ses *Chemises noires*, saisis-tu à Benito qu'il y a plus de 500 kilomètres ? Il a fallu à tes troupes plus de trois mois pour avancer, en ce pays, de 80 kilomètres. A cette vitesse, il leur faudrait plus de deux ans pour être en vue de la Capitale du Négus... en négligeant, bien entendu, tous les autres facteurs susceptibles de ralentir la marche des envahisseurs, et ces facteurs sont nombreux et puissants.

Le sol d'abord. Que sont les Abruzzes, les Apennins, et même les Alpes, comparés aux cimes farouches de l'Abuna-Josef ou du Collo, aux défilés de Lasta ou du Sélabé, qu'il faudrait tout de même franchir et où quelques bons mitrailleurs peuvent arrêter une colonne ?

Et ce sol ardu, plus sauvage que l'Atlas marocain, son climat le défend mieux encore que ses pentes escarpées. Bientôt les pluies torrentielles auront détrempé le terrain ; le moindre ruisseau deviendra torrent infranchissable et d'un ciel secoué d'ouragans et de tornades tomberont des cataractes diluviennes, lesquelles noieront tes fameuses escadilles de « disperati » déjà gênés dans leurs manœuvres homicides par l'étroitesse des vallées encaissées.

Voilà pour ceux des tiens qui avancent par le Nord dans cette chimérique conquête. Quant à ceux du Sud, s'ils parvenaient à franchir les déserts sans eau de l'Agadez, ils trouveraient sur les rives du Ganale Doria ou du Webbi Chebell la malaria, la dysenterie, les reptiles et les insectes venimeux de la jungle... et pour couronner le tout, cette démoralisation indicible qui guette les hommes blancs perdus dans ce pays diabolique, où ne pourraient jamais vivre les fils du Latium, et où tout leur est hostile, les choses et les hommes.

Car il y a les hommes aussi. Pour réduire par la force un peuple comprenant près de deux millions d'adultes en état de porter les armes efficacement, il faut un effort colossal et des ressources que ne pourra jamais fournir la malheureuse Italie.

Les conquérants du passé ont renoncé à cette tâche titanessque... et tu veux l'entreprendre ! toi Benito, héritier dégénéré du Colonne, caricature de César !

Les motifs que tu invoques pour tenter cette folie sont à l'étiage de ton ignorance.

Sur les hauts plateaux seulement pourrait se développer cette colonisation de peuplement dont, affirmes-tu, l'Italie, surpeuplée, a besoin. Mais ces hauts-plateaux sont habités par des millions d'Abyssins, guerriers-nés, dont la destruction totale seule pourrait assurer ta domination.

En supposant que cela fut possible, crois-tu donc ô Benito ! que le Monde va assister indifférent à cette monstrueuse besogne ? As-tu pensé un seul instant que tu pourrais impunément déverser sur l'Abyssinie les milliers de tonnes de bombes asphyxiantes nécessaires à faire le vide propice à l'occupation des terres par tes paysans ?

Étais-tu ignorant de tout cela ? T'entêteras-tu dans ton rêve monstrueux ? Certes, tu justifies ton aberration par des truismes que tu prétends avoir inventés et qui ne relèvent que de la manie paradoxale de tes faux philosophes mobilisés pour la construction de la théorie fasciste, ces pseudos nietzschéens de pacotille.

Ton ami Gentile, philosophe officiel du fascisme, te confère tous les droits, t'attribue toutes les vertus, mais crois-tu donc que soit mort cet esprit critique, raison d'être des hommes conscients ? Cet esprit est sans pitié pour la logomachie et chaque jour qui passe apporte une preuve de plus de ta folie misérable.

Ton existence, ô Benito et celle de ton système sont éphémères par définition !

Tu t'étais vanté en public, ô Benito ! de planter le 6 Février de l'An XIV du fascisme, l'étendard italien sur le palais du Négus. Le 6 Février est passé et seule la nouvelle d'un échec sanglant de tes hordes nous parvient... et à plus de 500 km. d'Addis Abeba !

T'arrive-t-il parfois, ô Benito, de remonter dans ton passé ?

Ne songes-tu pas alors à ces jours lointains où représentant, déjà traitre en puissance, d'un parti prolétarien, tu errais à Genève et séduisais par ta verve grandiloquente la Balabanova, cette révolutionnaire russe réfugiée en Suisse et un peu folle.

Certes, elle contribua quelque peu à t'éduquer, à t'apprendre les choses indispensables, y compris le « Capital » de Karl Marx. Pourquoi omet-tu de l'enseigner la géographie, et en particulier celle de cette Afrique Orientale où tu t'égares présentement ?

Je sais, par ailleurs, que ton éducation fut complétée par certaine mission française, à laquelle appartenait, si ma mémoire est fidèle, Marcel Cachin, et qui t'apportait la prébende indispensable à la propagande interventionniste dans ton malheureux pays. Quelle éducation !...

Mais tout cela ne t'a rien appris, nous le constatons aujourd'hui... et voici la roche Tarpeienne !

Car tout nous fait croire que ton déclin approche, ô Duce ! N'entends-tu pas la rumeur montante de ton peuple las de ta tyrannie stupide et malaisante ? Et puisque, lorsqu'il s'agit de l'Italie, tout doit se terminer musicalement, puisque tu as oublié les accents de cette *Internationale* que tu chantaient jadis, puisqu'il faut fatalement à ces lignes un refrain qui conclut, n'entends-tu pas monter des sillons du Latium ces chants qui depuis plus d'un siècle font peur aux tyrans.

Ils sont deux ces chants que je veux pour conclure évoquer en ta mémoire. L'un d'eux, hélas ! n'est plus chanté que par d'infâmes trublions incompréhensifs... mais les hommes passent et le Verbe demeure.

Un jour prochain peut-être, notre *Marseillaise* et notre *Chant du Départ* auront des échos par delà les Alpes et les sillons de Lombardie et de Toscane s'arrosent alors de ce fameux « sang impur » cependant que montera l'hymne funèbre : « Tyrans descendez au cercueil ! »

BILAN D'UNE SOCIÉTÉ

Par Aurèle PATORNI.

Ainsi qu'à chaque époque où fut constatée une recrudescence de la criminalité, l'opinion publique s'émue et suit avec attention les différents plans de campagne proposés par la *Vindicta Sociale* pour mettre un terme aux fantasmes de ceux qui, selon leurs aptitudes, ont adopté la façon gangster, kidnapage, etc., tout en dénigrant dans la tradition de l'assassinat consenti et organisé, si minutieusement étudié parfois, qu'il permit jadis à Thomas de Quincey de le considérer comme un des beaux Arts. Sans aller jusqu'à ce paradoxe, il faut cependant reconnaître que plusieurs expéditions dont les récits alimentèrent la presse, furent conduites avec cette maestria qui, dans l'art de la guerre, est qualifiée par un communiqué : un heureux coup de main. Mais la multitude réduite de beaucoup plus, sans qu'on sache pourquoi, les associations privées des gangsters et les francs tireurs du vol et du cambriolage que les organismes officiels qui, sous la menace d'un gendarme ou d'un huissier, par un ordre de route ou une feuille de contributions, réunissent à eux seuls tous les modes actuellement connus pour détrousser son semblable ou attenter à sa vie.

Aussi est-ce avec une pitoyable déférence que cette multitude s'attarde à écouter ou à lire les sociologues et les législateurs qui ont décidé, une fois pour toutes, de sévir définitivement contre les mauvais sujets. Or, on pourrait croire que des expériences séculaires sont suffisantes pour démontrer la stupidité des régimes coercitifs qui se sont succédés dans l'histoire ; on pourrait espérer que le législateur et l'exécutif, représentés par des hommes ayant parfois quelque culture, reconnaîtraient enfin qu'ils ont fait fausse route depuis les temps les plus reculés, et que les bagues, la guillotine, le garrot ou la chaise électrique n'ont pas plus de chances de diminuer la criminalité que les gibelins, les bûchers et les estrapades. Mais non ! Dans leurs écrits, dans tous leurs discours, ceux qui prétendent à nettoyer la société de sa lie ne voient d'autre système que le renforcement des châtimens.

Un des poids lourds du journalisme écrivait hier que seule la menace de la peine capitale arrêtait l'assassin sur la pente du crime ; un autre, la semaine dernière réclamait le fouet pour les pillards de banques ; quant aux récents réqui-

sitoires des avocats généraux et des substituts, sans oser sortir des limites du Code Pénal, la plupart d'entre eux ont demandé l'application avec cette inconsciente sérénité des gens de robe de jadis, réclamant sérieusement la pendaison d'une truite coupable d'avoir mordu un enfant, ou l'envoi au bûcher d'un chien suspecté de sorcellerie.

Et cependant, malgré cette armature de répression qui est d'autant plus renforcée dans certains pays qu'ils prétendent marcher les premiers sur la voie du progrès, en Amérique par exemple, malgré les accords internationaux des policiers et leurs nouvelles méthodes de coercition, la criminalité allonge sur le monde de redoutables tentacules et fait trembler derrière les portes massives de leurs hôtels ceux qui ne s'en sont remis, pour la sauvegarde de leurs personnes, qu'à la protection des lois ou des vigiles à leur solde. Le bourreau des États de New-York lui-même est menacé et sa terreur est peut-être plus grande que celle de Hauptmann ; ainsi en fut-il du juge Fuller qui dut se réfugier à Paris, puis filer vers Nice pour échapper aux justiciers dont l'ombre le suivait après l'exécution de Sacco et Vanzetti. Ainsi en est-il de Lindbergh qui, respectueux des lois de son pays, orgueilleux de leur vindicte, refusa de signer la pétition en faveur des deux innocents. Aujourd'hui, cet homme dont la gloire avait étonné l'adolescence, l'enfant momentanément gâté par le sort, idolâtre par ses concitoyens, est obligé de demander asile ici ou là dans sa fuite éperdue à travers le monde pour se soustraire à des menaces anonymes. Faudra-t-il donc, pour qu'il soit vaincu du néant de l'Autorité et de l'efficacité des châtimens, faudra-t-il donc qu'il aboutisse un jour, homme traqué, à se réfugier incognito dans la banlieue parisienne à méditer, dans une chambre meublée d'une rue Saccoc-Vanzetti ?

Autorité, répression, prisons, échafauds, gendarmes, magistrats, législateurs, qu'allez-vous devenir ! Qu'allez-vous faire ? En dépit de vos doctrines et de vos actes, le crime est là, arrogant, qui force vos portes ! Ce n'est plus à vous ni à nous de répéter le mot fameux d'Alphonse Karr ! Non ! Aujourd'hui, devant l'exemple d'une société basée sur la force et se riant chaque jour de la conscience humaine, les criminels peuvent vous crier : Vous voulez supprimer l'assassinat ? Que la Société commence !

"La guerre totale"

Sans doute, pour tromper l'oisiveté on la tient cette paix précaire dans laquelle nous vivons mal, le général Ludendorff a écrit et publié un livre fort instructif sur la prochaine guerre, sous ce titre prometteur : La guerre totale.

Ce livre n'est pas intéressant, seulement au point de vue de ce qui nous attend avec la prochaine, mais encore au sujet de la psychologie du militaire. Il est une confirmation nouvelle de ce fait, qu'un guerrier ne peut rarement avoir d'humain autre chose que la forme.

Suivons un instant, dans son œuvre, le général qui s'illustra, comme tant d'autres, au cours de la dernière avec des millions de cadavres.

Voulons-nous une définition de la guerre totale ? La voici ! « La guerre est l'effort suprême d'un peuple pour la conservation de son existence. C'est pourquoi, dès le temps de paix, l'objectif de la politique « totale » doit être la préparation du peuple en vue de cette lutte à la vie, à la mort. »

Aussi, si nous en croyons cette culotte de peau qui, suivant la coutume, mourra très vieille, dans son lit l'effort suprême des peuples doit être de préparer la guerre, de se livrer au carnage. Voilà un bel idéal pour des peuples civilisés !

La vieille baderne ne semble nourrir qu'une crainte, celle de voir limiter les moyens de destruction. Écoutons-le divulguer : « Les tentatives en vue de supprimer la guerre sous-marine totale, c'est-à-dire une guerre dans laquelle les navires neutres sont impitoyablement coulés par les sous-marins belligérants lorsqu'ils sont aperçus dans la zone de guerre, ces tentatives dis-je, restent un vœux pieux, de même que l'interdiction du bombardement aérien des populations civiles des pays en guerre. La nécessité des opérations au cours de la guerre totale et l'effort du peuple pour la défense de son existence sont autrement importants que les vœux gratuits et théoriques formés pour la suppression de la guerre sous-marine et de la guerre aérienne illimitées ! »

Longuement encore, le général argumente. Il décèle, explique et tire des conclusions des fautes stratégiques commises lors de la dernière guerre et s'étend complaisamment sur la manière dont il entend que soit menée la prochaine. Car, il semble bien qu'il tienne pour certaine, imminente même une guerre. Peut-être même n'a-t-il qu'un peur, celle de ne pas vivre assez pour voir ces beaux jours où chaque minute sera la dernière pour des centaines d'êtres humains. Laissons ce preux caresser son « noble idéal ».

Je n'ai voulu, par ces brefs extraits, que porter, une fois de plus, la preuve venant de haut, que le militarisme est bien la plus vile et la plus dangereuse des tares de nos sociétés modernes, car hélas, l'Allemagne de Ludendorff et de Hitler n'a pas le monopole de cette infection. Regardons autour de nous, la course aux armements bat son plein, les budgets de guerre s'enflent démesurément. Le cas le plus typique est sans doute celui du budget de guerre de l'U.R.S.S. qui passe de un milliard six cents millions en 1934 à quatorze millions et demi en 1936. Le vent est à la guerre. Pacifistes, si nous n'y prenons garde, si nous ne réagissons pas rapidement avec toute la violence nécessaire, nous ne tarderons pas à pourrir dans les charniers que nous préparons nous gouvernants.

J.-Paul Montell.

Notes et Glanes

♦ Glané dans une conférence Poudroux (général en retraite) :

« Je demande aux anciens combattants de ne plus se vanter de leurs exploits. Celui qui s'en vante se diminue. »

« Il faut inspirer aux enfants, non la peur, mais le dégoût de la guerre. »

♦ Huma du 31-1-36, page 5. Une photo quelconque. Quelques obus debout, par terre ; des ouvriers qui posent devant l'objectif. Une légende : « Pendant que s'appliquent les décrets-lois de misère, on fabrique des obus pour la guerre ». Ce n'est que trop vrai. Mais, au parti communiste, refuse-t-on la cotisation des ouvriers qui fabriquent ces obus ?

♦ Je vous en prie, chers copains, ne me traitez pas de rabâcheur ! Ouvrez les yeux, je vous en conjure. ELLE vient. LE LA sens. Avec-vous lu ceci, dans l'Œuvre du 1-2-36, sous la signature de G. Tabaris : « Et hier, à Londres, interrogé par M. Litvinov, il (Eden) répondit encore de façon dilatoire en exprimant le souhait que — vu l'état des armements britanniques — la question ne fût pas envisagée avant quelque temps. » Vous avez bien lu ! « Vu l'état des armements britanniques. » Et la question à envisager est celle de la démission d'Eden de la rive gauche du Rhin. Laissons Albion avoir des armements en état, et la danse commencera. Vite, pendant qu'il en est encore temps, approchons aux futures victimes à dire : NON !

♦ Dans le même article, un peu plus loin, le frère Jacques ne veut pas rater les convictions religieuses des jeunes chrétiens. Moi non plus. Mais pourquoi, alors, vendredi soir, dans le Métro, ai-je entendu les jeunes gardes de Slains, qui allaient à la Mutualité pour le 70^e anniversaire de R. Rolland, chanter à la ritournelle du chant des Jeunes Gardes : « Et les curés... A part ça, la base pense comme les chets ! »

♦ A ceux qui, comme moi, critiquent le Stakhanovisme, on a coutume de répondre : En U.R.S.S. les ouvriers travaillent pour eux. Tout d'abord, mes amours ! La preuve de l'exploitation de l'ouvrier nous est fournie par l'Huma (25-1-36). « D'après le plan, chaque ouvrier devait fournir une production de 760 roubles par mois ; mais en novembre, la valeur de la production moyenne par ouvrier a été de 980 roubles. »

Voici, ensuite, quelques salaires, en août et en novembre : Babitch, 180 et 425 roubles ; Sotonov, 202 et 730 roubles ; Avdov, 171 et 584 roubles, etc. Alors, si ce n'est pas un patron qui encaisse les différences entre 171 et 760 roubles d'une part, et 425 et 980 roubles d'autre part, c'est l'Etat soviétique. Et pour quoi faire ? Pour entretenir la plus grande puissance militaire de l'univers. A bas Stakhanov ! Vive Malthous !

HENRI GUERIN.

AUX HASARDS DU CHEMIN

De mon wagon

FABLE IMPROMPTUE

Le fils Du Moulin est mon voisin de wagon ce matin. Je l'ai connu jouant aux billes. C'est maintenant un grand jeune homme, et un futur docteur en médecine. Il vient de passer brillamment sa thèse avec ce sujet : « De la défécation involontaire chez les éclopés pendant le cours de morale... » Vous le voyez, il ira loin, si les petits cochons ne le mangent pas, comme disait feu ma grand-mère. Je ne suis pas inquiet quant aux petits cochons, mais il est déjà aux trois quarts dévoré par le Front populaire.

Je lis un livre fameux, me dit-il, et je vous le prêterai, si vous le désirez ; c'est de Chopine.

Merci, je ne bois jamais entre mes repas.

Je vous causais de Chopine, qui a quitté les Croix de feu au bout de six ans et qui, aujourd'hui, casse le morceau sur cette association.

J'en ai lu quelques extraits dans le « Popu », mais ça ne m'a pas emballé, pour plusieurs raisons. Si Doriot, demain, publie ses mémoires, allez-vous en recommander la lecture ?

Co n'est pas du tout pareil ? Evidemment, la boutique est différente, mais le procédé commercial serait le même. Au fond, je n'aime pas les transfuges et, même quand ils proviennent de chez mes ennemis, je m'en méfie toujours.

En tout cas, je préférerais un peu plus d'effacement... Et, à ce propos, si vous le permettez, je voudrais vous raconter une petite table.

Il y avait une fois — ceci se passait au temps béni où les chevaux n'étaient pas tous des chevaux-vaqueurs. Il y avait une fois, dis-je, sur une route, un beau petit tas de crottes dorées, bien fraiches, bien fumant et dégageant un de ces bouquets...

Vous me mettez l'eau à la bouche !

...Arriva un joli petit moineau. Juste le temps pour lui de se réjouir de l'absence, et aussitôt il commença de s'en mettre plein la lampe. Mais ce n'est pas grand une lampe de moineau, et le nôtre fut bien vite rassasié. Alors, au lieu d'aller digérer paisiblement dans un creux de mur ou derrière une chemise, il s'installa sur le rebord de la gouttière devant la première lucarne venue et, sans réticence, se mit à chanter sa joie : « Cui-cui ! Cui-cui ! Cui-cui ! Cui ! »

Mais, à force d'égrener ses perles, il finit par réveiller le locataire de céans, qui couchait la fenêtre ouverte. C'était un râleur, un grincheux...

Dans votre genre ? Pas précisément, parce que, moi, j'adore être réveillé par les oiseaux du bon Dieu. Chose qui — par parenthèse — n'arrivera plus aux survivants de la prochaine dernière, puisque aussi bien on ne pourra mettre à ces pauvres bestioles des masques antiques.

Mais je reprends, puisque vous m'interrompez toujours. Je crois plutôt que le type était un de ces matamores qui font leurs délices de la prose des Bailly, Hervé, et autres Gallus. Peut-être un officier de complément, à qui les décrets-lois Laval avaient consacré le droit d'avoir une arme. Il se leva, prit un revolver et, froidement, tira sur le pauvre « piaf » qui, par malchance, fut touché, et rendit l'âme sur-le-champ.

Voilà ; c'est tout !

Mais, dites-moi, ce n'est pas une fable, la vôtre, puisqu'il n'y a pas de moralité.

Ah ! pardon ! j'oubliais. Moralité : Quand on a mangé de la m..., on ne doit pas le chanter sur les toits !

Le Banlieusard.

PLUS ÇA CHANGE...

Le citoyen Lerroux, conseiller municipal du XV^e arrondissement (Saint-Lambert) vient, paraît-il, d'adresser une lettre de démission à la 15^e Section socialiste.

Motif : A son mandat municipal, il voulait adjoindre un mandat législatif.

La 15^e Section, ayant émis la prétention de désigner un candidat de son choix aux prochaines élections législatives, et ce choix s'étant porté sur Boville, le topaze indigné à illico rédigé sa lettre de démission. Car de son propre aveu, les 40.000 balles de l'Hôtel de Ville ne lui suffisent plus pour assurer « la matérielle ». Les braves bourgeois n'en sont pas encore revenus.

Démisionnera-t-il du parti pour faciliter ses machinations électorales ? Des militants courageux exigeront-ils son exclusion ? Ou bien, plus conformément aux traditions des hautes sphères S.F.I.O., trouvera-t-il les complaisances nécessaires pour concilier les ambitions personnelles et la doctrine ? Les jours prochains nous fixeront.

Les bons bourgeois n'ont pas fini de payer de leur santé et de leur bourse, la fortune politique de tous ces carriéristes éhontés qui ébranlent le mouvement ouvrier.

MENDICITE COMMUNISTE

Décidément, la méthode se généralise, les maires rouges de Colombes et de Gentilly font école. C'est curieux comme les communistes s'obstinent à ne pas vouloir appliquer leur mot d'ordre, les riches doivent payer, dans le cadre municipal où ils détiennent nombre de municipalités importantes largement pourvues de riches divers.

A son tour, la municipalité extra-pure de Drancy fait appel à la charité publique pour la création d'un restaurant populaire pour les chômeurs et autres indigents.

Dans ce but, un comité d'honneur groupant, oh ! saint Léonie, les notabilités du coin, vient d'être constitué.

Pour un comité d'honneur, c'en est un. Un vrai de vrai, un savoureux cocktail... bleu, blanc, rouge, comme il se doit par rapport à la nouvelle ligne.

Vient en tête, comme de juste, les purs Berrar, maire, et Semard, conseiller général du

crû, suivis des noms panachés de braves prolos, des docteurs, dentistes et sages-femmes, et de l'imprimeur municipal de la localité. Jusque-là, rien à dire ; ces derniers soignent leur publicité en vue du développement de leur clientèle. Mais où nous croyons rêver — mais non, pourtant, c'est bien écrit — c'est de lire les noms des abbés Deleuze, curé de Saint-Germain de Drancy, et V. Séré, curé de Saint-Louis de Drancy, du pasteur G. Rueterholz !

Comme vous voyez, c'est dans le cadre local, une authentique union nationale, une union sacrée, placée sous le signe du goupillon et de la faucille.

C'est un magnifique symbole.

AU « LECTEUR INCONNU »
DE L' « HUMANITE »

L'Humanité du 3 février semble se réjouir des visites que les rois et les ministres étrangers font actuellement à notre Quai d'Orsay. Elle souligne que la politique de Laval avait isolé notre pays. C'est vrai, sans doute. Cependant qu'est-ce que la classe ouvrière peut attendre de cette éternelle et sinistre diplomatie secrète. Nous posons la question à l'Humanité, mais au préalable citons la manchette du *Canard Enchaîné* de cette semaine. « Carol, Boris... des noms d'emprunt ! » Très spirituel, très juste, et prophétique aussi. Des emprunts pourquoi ? Sinon pour des canons, parbleu ! Alors, brave lecteur de l'Humanité, réfléchis un peu, rien qu'un peu, pour voir...

« SLOGANS »

Le Populaire vient de publier les résultats de son concours de la meilleure formule de propagande lapidaire. Il s'agissait de s'inspirer des trouvailles de la publicité américaine ultra-brèves, mais frappantes, de faire en un mot des slogans.

En toute bonne foi les résultats ne sont guère convaincants. A part une ou deux formules pleines de bonne volonté, l'ensemble ne vaut pas chippette. Pour notre part, abordant le concours nous aurions proposé aux augures S. F. I. O. ou les grands bourgeois son un peu trop encombrants dans les postes de direction, la formule suivante qui ne doit rien à l'américanisme, mais qui est toujours brûlante d'actualité : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

L'ASSIETTE AU BEURRE

Il paraît que ça discute dur dans le coin de Livry-Gargan pour le choix du candidat S. F. I. O. aux élections législatives. Dans les sections de la circonscription les uns tiennent pour Gérard, le maire de Livry. Les autres en pincent pour Chabrier, le tambour-major « spirituel » de l'Harmonie de la Fédération socialiste de la Seine.

Et de siéger en permanence dans les sections comme au temps des sans-culottes. Ce qui est le plus piquant de l'affaire, c'est que le papa Gérard a 70 printemps. Ah ! comme Chabrier, à qui le sénile politicien reproche d'aimer trop la bonne chère et le reste, doit penser souvent au fameux cocotier où certaines tribus font grimper les vieillards, cependant que les jeunes battent du tam-tam. Alors, Chabrier avec ou sans musique, puisque tu es le grand maître de l'orchestre rouge, décrocheras-tu la timbale ?

100 % ET PLUS !

Il y a quelque temps se déroulait une grève de la métallurgie aux aciéries de Saint-Chamont.

Elle fut, soyons bon prince, le résultat de l'activité d'un militant communiste de la région, un brave petit instituteur. Avec cette grève l'organisation syndicale était égale à zéro, depuis... depuis... les syndicats des métaux de Saint-Chamont, car il y en a deux, un chrétien et un unitaire, comptent plus d'adhérents qu'il n'y a réellement d'ouvriers.

C'est le moment de servir le mot célèbre de Sigurd : « Surtout, pas de zèle ! »

Les romanichels.

Sonnet pour répondre au décret-loi concernant le respect dû aux chefs d'État

Désormais nul ne doit au pays de Voltaire
Désigner par leur nom les pires assassins :
Adolf ou Benito, meneurs de spadassins,
Césars de pacotille, excréments de la Terre.

Les peuples sous leur botte ont appris à se
Sous peine d'attirer chats-fourrés ou rous-
sins,
Déguiser la matraque ou l'huile de ricin
Puis s'en aller moisir au baigno solitaire.

Ton jour viendra pourtant, Justice incluc-
table,
Qui vengera les morts dont nous portons
le deuil,

Abreuvant nos sillons de leur sang misé-
rable.

Lors la plèbe en émoi entendra sur le seuil
D'un avenir meilleur le chœur inécorable
Chanter bien haut : « Tyrans descendez
aux cercueils ! »

GÉNOLD.

N'oubliez pas d'assister
au grand débat sur
L'UNITE SYNDICALE
dimanche 9 février

Aux camarades vendeurs

Pour la vente des journaux dans Paris, les camarades vendeurs sont priés de rapporter les invendus ou le numéro du journal en venant régler.

DU TRAVAIL ? LE COIN DES JEUNES

Il est de par le monde des milliers et des milliers de chômeurs, qui, faute de fournir un effort à la société, se voient privés de tout droit à la consommation. Or, si l'homme peut vivre sans travailler, il lui est impossible de subsister sans se nourrir. Aussi ces chômeurs sont-ils des êtres misérables et quelque peu révoltés contre ce lamentable état de choses qui les contraint à manquer de tout alors que, par un singulier paradoxe, la terre regorge de produits et de richesses.

Mais si nous interrogeons ces malheureux sur leurs revendications, si nous étudions les programmes des partis soi-disant révolutionnaires qui prétendent les défendre, que demandent-ils ? Du travail ! Du travail !

Eh bien ! n'hésitons pas à le dire, cela prouve tout simplement que, pas plus les socialistes que les fascistes, pas plus Vailant-Couturier que M. Lucien Romier, tous ceux qui insistent dans leur plan de réforme : « Donner du travail aux chômeurs », n'ont absolument rien compris à ce qu'on appelle la crise. De nos jours, toute réclamation des « sans-travail » est valable et doit recevoir satisfaction ; ils peuvent demander du pain, des maisons, des plaisirs, des automobiles, tout ceci est leur droit, parce que la richesse du monde appartient à la collectivité et que le monde a trop de bié, trop d'habitations, trop d'objets de luxe, trop de voitures, avec à sa disposition des machines toutes prêtes à renouveler les stocks desquels s'épuisent. Mais exiger du travail pour tout le monde dans le cadre de la société actuelle constitue un anachronisme, une utopie ; du travail, il faut en prendre son parti : il n'y en a plus, et le peu qui reste va chaque jour diminuant. Que nous le voulions ou non, nous sommes condamnés au chômage. Selon le mot très juste d'un économiste, nous sommes des « expropriés du travail », parce que les machines travaillent pour nous.

Il importe donc actuellement de dénoncer cette religion du travail, il est indispensable si nous voulons construire un monde nouveau que chacun se débarrasse de ce vieux concept qui fut vrai aux époques de disette et de rareté et qui, de nos jours, est périmé. Il est indispensable de comprendre que le capitalisme crève parce qu'il est devenu faux de A à Z, à cause du passage de l'humanité dans le règne de l'abondance. Que les hommes sont en train de mourir devant des montagnes de produits parce qu'ils ne peuvent se débarrasser de l'idée d'une valeur basée sur le travail humain. Que la Société actuelle, détentrice de richesses formidables, laisse périr l'individu, parce qu'elle continue à exiger de lui un travail qu'elle ne peut plus lui fournir, puisque la machine le fait pour lui.

Et d'ailleurs, qui donc a dit que le travail était sacro-saint, sinon ceux qui vivaient de celui des autres ? Qui donc a introduit dans les morales cette admiration de l'effort productif, sinon ceux qui n'en faisaient aucun ? Du reste, ils se prennent eux-mêmes à leur propre piège et ils se contredisent singulièrement, puisqu'ils nous affirment d'autre part que Dieu a condamné l'homme à travailler de ses mains, par punition. C'est donc que cela n'est pas si agréable ! C'est pour s'affranchir de cette servitude que l'homme a développé son cerveau, employé l'outil, domestiqué l'animal, dompté la nature ! Le progrès, le mécanisme, c'est le produit de plusieurs siècles de lutte pour le moindre effort. Et aujourd'hui, qu'il est à même de profiter de sa délivrance, aujourd'hui que le bipède humain a réussi à mettre toute la nature en esclavage à son bénéfice, il semble que, par un curieux paradoxe, il ne puisse pas s'adapter à sa victoire ! Il continue à sanctifier le travail après l'avoir banni de la planète ; il respecte toujours les vieux concepts devenus caducs, valeur, monnaie, profit. Il ne peut plus se débarrasser de l'empreinte des anciens âges. Et il est capable de crever la linéarité, par respect pour des idéologies périmées !

Il faut le dire et le comprendre une fois pour toutes, le règne du travail est désormais terminé et la propriété individuelle est un anachronisme. Elle valait dans les époques de disette, de rareté. Or, nous sommes

entrés dans l'ère de l'abondance. Aucun rapport ! La notion d'argent ne peut plus exister de nos jours, il ne s'agit donc pas de sauver le franc, comme disent les politiciens de droite et de gauche. Aurait-on idée de facturer l'air respirable au mètre cube et vendre l'eau de mer au litre ? Non, parce qu'il y en a en profusion. Eh bien, il faut comprendre qu'aujourd'hui il en est de même de tout, et que rien ne peut plus avoir de valeur. Il faut donc distribuer ces richesses sans rien exiger en contre-partie !

Disons-le bien haut, actuellement, non seulement la « prise au tas » préconisée par les anarchistes est réalisable, mais elle est la seule solution au problème, la seule mesure qui s'impose.

Que chacun sache le comprendre et il verra mieux combien sont ridicules toutes les réformes de la société que nous proposent les politiciens de toutes tendances, combien les vieux remèdes boiteux qu'ils veulent nous appliquer n'ont pour effet que de retarder l'entrée de l'humanité triomphante dans l'ère du bonheur et de la liberté intégrale. C'est tout le rêve grandiose de Proudhon et des Kropotkine qui se réalise. C'est l'anarchie qui est en marche et que ni tribuns, ni dictateurs, ni politiciens, ne pourront arrêter.

MAURICE DOUTREAU.

Contre les sanctions

(Suite de la 1^{re} page)

Est-ce là ce que souhaite le Front Populaire ? Nous avons déjà posé la question l'autre semaine. Il convient de la reformuler aujourd'hui sous ce nouveau biais. Qu'on les considère comme on voudra, il faut arriver à cette conclusion que les sanctions sont une arme dangereuse pour celui qui la manie, qu'elles ne sont pas, en tout cas, l'arme du prolétariat puisqu'elles aboutissent à creuser plus profondément le fossé qui sépare les peuples. Il convient de ne pas l'oublier au moment où certaine partie de l'opinion met en elles tout son espoir. Il convient de proposer d'autres solutions inspirées de l'intérêt unanime de la classe ouvrière. Ces solutions propres, ces solutions de classe, elles tiennent dans la lutte contre notre propre impérialisme, contre la guerre qu'il prépare pour demain et dont l'expédition abyssine n'est que la préface. Ces solutions évidentes qui laissent intactes nos forces, qui ne compromettent pas notre défense, il nous faut partout les opposer aux élucubrations des pseudo-pacifistes qui ne voient d'autre politique que celle qui réclame leurs ennemis.

LASHORTES.

GROUPE DE MONTREUIL
Jeudi 13 février, à 21 heures, grande conférence par Henri Lucien sur le Front Populaire. Présence indispensable de tous les copains.

NOTRE TOURNÉE DE PROPAGANDE

Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Nos camarades des localités à visiter sont invités à faire toute la propagande nécessaire pour assurer le succès de nos réunions et y faire connaître notre idéal en y diffusant journaux et brochures.

ALBERT et ESTEVE.

ITINÉRAIRE SUIVI

Saumur, le 11 février.
Angers, le 12 février.
Poitiers, le 14 février.
Bordeaux, le 15 février.
Bayonne, le 17 février.
Tarbes, le 18 février.
Agen, le 19 février.

Lézignan, le 20 février.
Pérpignan, le 21 février.
Cousan, le 22 février.
Fleury, le 24 février.
Narbonne, le 26 février.
Béziers, le 27 février.
Montpellier, le 28 février.

Lunel, le 29 février.
Toulon, le 2 mars.
La Ciotat, le 3 mars.
Marseille, le 4 mars.
Grenoble, le 5 mars.
Lyon, le 6 mars.
Oullins, le 7 mars.

AU CARREFOUR

par Charles ROBERT.

point une utopie que les bons démocrates de 1848 ont légué à la classe ouvrière ;
2° Que l'Etat bourgeois ou prolétarien, en tant qu'institution, est incompatible avec une économie socialiste.

Jean Zyromski, cependant arrive à des conclusions diamétralement opposées. Quelles sont les prémisses sur lesquelles il base ses conclusions ? — Il ne nous les révèle pas. Il s'ingénie à éluder la question en répétant quelques vieilles formules.

Ecoutez-le : « Il s'agit de transformer la propriété capitaliste actuelle en une propriété collective et sociale qui restitue à la classe ouvrière, à la collectivité des travailleurs, la totalité de la plus-value (Appropriation) ».

Nous applaudissons aussi. C'est l'A. B. C. du socialisme qu'il n'est jamais superflu de répéter. Mais puisque nous assistons à une expérience qui continue encore (U. R. S. S.), nous posons à Zyromski une question : « Y a-t-il en Russie seulement un commencement d'application de ce principe ? Et si, oui, comment justifier la différence de salaires ? »

Si l'on veut justifier la différence de salaires par la différence de capacités, de fonctions, etc., je demande : à quel régime ? Le bourgeois est un chef d'industrie, et il restitue à la collectivité une partie de la plus-value qu'il s'approprie, soit sous forme de consommation, soit sous forme d'investissement dans le cycle de la production. Peut-être, n'êtes-vous que contre les bourgeois non producteurs ? — Alors, il faut le dire. La propriété collective des moyens de production implique que chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins. Tout autre formule de jouissance n'est qu'une exploitation déguisée.

Pour accomplir la transformation sociale Zyromski s'arrête sur le moyen :
« Nous sommes d'accord également sur le moyen ».

LE MARTYRE DES INNOCENTS

Chaque jour, les grands quotidiens d'information nous relatent — avec un luxe et une abondance de détails inouïs — les sévices et mauvais traitements que font endurer à de pauvres créatures sans défense, des êtres dépourvus d'entraîles et d'humanité.

Avec un beau zèle — et la plume vibrante d'une sainte indignation — le chroniqueur flétrit ces actes abominables. Il réclame, d'une part, un châtiment exemplaire pour les coupables. D'autre part, des sanglots pour les victimes. Il s'apitoie sur le sort des petites suppliciées. Je souscris, volontiers, à ces accès d'un juste courroux. Mais cette légitime pitié me paraît bien faible et bien limitée dans son objet et ses effets. Pour un cas révélé et cloué au pilori, combien d'autres restent ignorés. Combien d'autres qui témoignent de l'immense détresse dans laquelle se débat l'enfance meurtrie.

C'est à ce sujet que les statistiques ont, souvent, du bon, et que l'inflexible et sobre élocution des chiffres revêt, parfois, un caractère hautement significatif.

Dans l'« Œuvre » du 12 janvier, je cueille les renseignements suivants :

Décès de moins d'un an :
Troisième trimestre 1935 : 34.874.
Neuf premiers mois de 1935 : 34.874.

Vous avez bien lu, n'est-ce pas : Trente-quatre mille huit cent soixante-quatre unités. N'y a-t-il pas de quoi reculer d'épouvante devant une aussi sinistre hécatombe, un aussi effroyable bilan. N'avez-vous pas raison ? Les chiffres ne nous livrent-ils pas, ici, la vérité, atroce, saignante et nue ? Quels sont les journalistes qui se sont élevés avec énergie, force et courage contre cette affreuse et suggestive monstruosité ? Comparez-les. C'est facile... Vos dix doigts suffiront sans peine...

Peut-on songer, sans horreur, à ces milliers de petits êtres délicats et charmants dont la courte existence ne fut qu'une longue agonie ? Infortunés et innocents victimes qui ne meurent de la vie — mais étaient-ils bien pour eux une vie ? — que les affres, les douleurs, les misères et les tourments et furent implacablement fauchés quelques jours, quelques mois à peine après avoir vu le jour. La mort moissonne les uns à point égaré, utilement secondée dans son exécrable besogne par la Misère — cet auxiliaire diligent.

Car — n'en doutez pas — la plupart de ces décès furent provoqués par le dénuement, les privations, la sous-alimentation, le manque absolu d'un élémentaire confort indispensable pour que l'existence croisse et grandisse en vigueur, en force, en beauté. Et n'en doutez pas non plus, cela juge et condamne sans appel un régime, mais n'aboutit pas ses pourvoyeurs.

Et, devant cet énorme engouffrement de vies humaines, que font nos sensibleries, nos officiels compatissants. Ah oui ! ils provoquent — non, pardon, ils encouragent — à la reproduction.

Ohé ! hommes gens... Dans ce cas, le moins que l'on puisse dire, c'est que poser la question c'est la résoudre.

Raoul Néjan.

L'Education Sexuelle

de Jean MARESTAN

Ce volume, qui est illustré et soigneusement édité sur papier alfa bouffant, comporte 326 pages de texte.

NOUVELLE EDITION

134^e mille

Prix : 45 fr. — Franco : 46 fr. 50

Au secours de la famille !

Staline ayant proclamé que la France avait raison de renforcer son appareil militaire, l'Humanité a immédiatement embotté le pas et le pire Vailant-Couturier s'est fait l'interprète de l'inquiétude croissante des communistes devant la dénatalité du pays, qui risque fort de le priver d'un nombre suffisant de héros pour la prochaine défense des bords.

Dame, une France démunie de chair à canon, quelle piètre alliée ! Aussi a proclamé l'Humanité : faites des gosses !

Une lecture de ce journal nous demande de publier les réflexions qui lui sont venues à la lecture des articles de P.V.C. Sans doute a-t-elle pensé que de les envoyer au responsable de l'Humanité, c'était risquer la corbeille à papier.

Il va sans dire que nous n'hésitons pas d'insérer cette lettre intégralement, tellement elle nous apparaît une juste réponse à l'odieuse campagne du journal communiste.

N.D.L.R.

Je lis dans l'« Œuvre » votre enquête sur la famille. Vous vous inquiétez de la dénatalité et pour y remédier vous préchez l'aide aux familles nombreuses.

A l'instar de Mussolini, vous prétendez qu'un Etat pour être fort doit posséder un peuple prolifique. Pourquoi faire ? La réponse vient d'elle-même : « La guerre ».

On doit remarquer, que ce sont les pays à natalité élevée, les plus belliqueux.

Croyez-vous que la perspective de voir mourir ses gosses dans une tranchée — de la mort la plus affreuse — n'est pas une des grandes causes de la dénatalité ?

Il faut des enfants pour un parti communiste fort. Mais comment avoir confiance dans le Parti communiste qui envoie l'armée républicaine en attendant de crier vive l'armée rouge.

Lorsque l'on voit les parades militaires en U. R. S. S., lorsque l'on voit les armements perfectionnés dont ce pays dispose, absolument semblables aux armements capitalistes on ne peut avoir confiance dans le pacifisme de ce parti et faire des enfants avec joie pour lui.

J'ai trois enfants et mon plus grand désespoir est que ce soit trois garçons, parce que le jour où on me les prendra pour faire leur service militaire, que ce soit dans l'armée républicaine, que ce soit dans l'armée rouge, grise ou noire, on leur apprendra à manipuler des armes et les canons même communistes ne sont pas créés pour cultiver la terre et les mitrailleuses même rouges ne servent pas à la chasse aux mouches.

Ainsi je m'en fiche un peu (et beaucoup de moi-même) que l'on me donne un secours pour élever mes gosses, puisque de toutes façons ils sont destinés à la boucherie.

Pourquoi défendre la famille puisque tôt ou tard elle sera détruite.

Faire des gosses ? oui, à condition que vous n'en fassiez pas des cadavres.

Et tant qu'il y aura une armée, il y aura des guerres, et tant qu'il y aura des guerres, il y aura des femmes qui reculeront, qui refuseront la maternité.

Voire enquête est une duperie. Elle fait miroiter aux yeux du pauvre bourgeois, père d'une nombreuse progéniture, un peu plus de bien-être, un peu plus de confort, si tant il est possible de donner un peu de bonheur à un ouvrier dans le cadre des lois bourgeoises. Mais il ne voit pas que le destin de ses gosses ne sera pas changé.

Donnez aux femmes l'assurance que leurs petits ne connaîtront pas l'abaissement de la caste. Assurez-les qu'ils vivront dans une société harmonieuse où l'on ne connaîtra ni chauvinisme, ni patrie, ni drapeau, ni galons et beaucoup auront moins peur d'avoir des gosses.

A CONTRE COURANT

Revue mensuelle

Sous la direction d'Henry Poulaillé

Dans le numéro 6 de A contre courant, nous trouvons une nouvelle d'Edouard Peisson : Une rue ; un poème de Bert Brecht ; Ballade du soldat mort ; des pages de J. Gallegos Lara, écrivain prolétarien écossais ; le Fils ; la fin du petit roman de Constant Malva : Un propre à rien ; le Père Gourbillon, par Georges David ; une charge de Romagne ; Poètes et tragiques grecs.

En supplément : L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine ; documents biographiques et bibliographiques sur Eugène Le Roy.

Abonnements : Léon Gerbe, 16, rue Stendhal, Paris (20^e).

LA VOIX DE PROVINCE

BREST

LE CINEMA ET LES TRAVAILLEURS

On ne saurait contester que la propagande par le cinéma peut, suivant son orientation, servir ou desservir la classe ouvrière.

Actuellement, assez rares sont les films ayant un caractère nettement pacifiste ou seulement favorables à la lutte du prolétariat. Tous les efforts des maîtres, des censeurs portent sur les productions odieusement stupides ou manifestement bellisteuses et haineuses.

De leur côté, les directeurs de salles recherchent les productions qui « rendent » pécuniairement. Le souci des productions saines est secondaire, l'éducation du public, la recherche de la pure technique et de la vérité susceptibles d'émouvoir et de développer les sentiments altruistes, sont autant de « billesvesées » pour les exploiters de la bête humaine.

On ne peut déplorer un tel état d'esprit, qui se traduit, hélas, par un peu plus d'abrutissement des foules.

Cependant, à l'encontre de l'infériorisme et de cette malaisance, il y a des efforts méritoires. C'est ainsi qu'à Brest, des militants se sont préoccupés de donner aux travailleurs, leur Cinéma. Celui-ci fonctionne depuis le mois de septembre 1935. D'un commun accord, les « actualités » ont été supprimées et remplacées par des documentaires extrêmement variés et combien plus sains que les abominables fascistes, militaristes, guerrières et cléricales de ces « actualités ». Tous les efforts ont été faits pour donner des programmes gais et éducatifs.

Des films d'une grande valeur artistique et d'une réelle portée sociale ont défilé sur l'écran du Cinéma du Peuple : « La tragédie de la mine », « Le train Monge », « Les nuits de Saint-Petersbourg », « L'Orage », « La Chiennne » et des comédies et opérettes ravissantes. De plus, chaque jeudi, un programme spécial est offert aux enfants pour un prix extrêmement modique.

Malgré des efforts répétés des camarades du Comité de la Maison du Peuple et des camarades directeurs du Cinéma, les travailleurs brestoises (du moins ceux qui sont groupés dans leurs syndicats et groupements d'avant-garde et qui forment avec leurs familles un nombre assez important de milliers de personnes), n'ont pas compris tout l'effort apporté dans ce sens éducatif. Les spectacles du Cinéma du Peuple ne sont pas suffisamment suivis. Les travailleurs laissent leur salle pour les salles bourgeoises plus confortables certes, mais où ils ne trouvent pas, ne peuvent trouver ce qu'ils trouveraient chez eux.

Il faut le dire tout net, il y a de la part des exploités une incompréhension manifeste de leur devoir. Qu'ils se rappellent pourtant une certaine tentative contre le Cinéma du Peuple.

Il faut que tous les militants se mettent à la besogne. Il faut qu'ils multiplient leurs appels, qu'à chaque réunion ils parlent de leur Cinéma. Qu'ils disent aussi que de sérieux efforts vont être tentés par le comité de la Maison du Peuple et la direction, pour l'embellissement et le confort de la salle dès juillet prochain, c'est-à-dire : relevage du sol en plan incliné pour une parfaite visibilité, changement des sièges. Mais que tous apportent leur aide. Que l'on n'enregistre pas une telle négligence au point d'écouler les camarades, quand lors d'une production comme « Les nuits de Saint-Petersbourg », on n'enregistre pas plus d'empressement aux quatre séances qu'aux séances ordinaires.

Que tous considèrent aussi qu'il y a une question de dignité à réunir au Cinéma du Peuple, dans un état réel de propreté. Si pauvre que l'on soit, si usagés que soient les vêtements que l'on porte, ils doivent être en état de propreté. Un corps propre, des vêtements propres, telle est l'opinion de toute personne qui se respecte. Peut-on espérer qu'à force de rappeler ces choses les travailleurs se rendront compte que leur place est chez eux, puisque toutes les productions sont également choisies minutieusement pour eux.

René MARTIN.

Sympathisant et Militant

ACHETE DEUX EXEMPLAIRES
DU « LIBERTAIRE » : UN POUR
TOI, L'AUTRE POUR TON VOISIN
OU TON COMPAGNON DE
TRAVAIL.

Tu aideras ainsi efficacement
ton journal et contribuera au développement
de la propagande
anarchiste.

riat, mais se garde de nous dire sur quelles bases les nouvelles institutions vont reposer.

Lorsqu'en 1917 Lenine conçut l'idée utopique, pour ne pas dire absurde, de faire du Soviet — organe essentiellement antitétatique par ses fonctions et sa structure — une base de l'Etat et de la dictature du prolétariat (1) on ne pouvait lui opposer que des arguments d'ordre théorique. Aujourd'hui, la question est tranchée.

En 1921, le canon de Trotsky annonçait avec l'insurrection des marins de Cronstadt, les derniers vestiges des soviets : Comme toutes les questions de principe, c'est encore par la force que la discussion entre le soviét et l'Etat autocratique fut résolue.

Depuis la dictature du Prolétariat est exercée par le secrétaire général du P. C. à l'aide de bureaucrates recrutés parmi les fils d'épiciers de Russie, de Pologne, etc.

L'épicerie a envahi l'Etat soviétique et tape sur les prolétaires qu'elle accuse de faiblesse.

Il n'est plus douteux que la dictature du Prolétariat en Russie est une dictature sur le prolétariat ; ce n'est pas Paul Faure qui démentirait cette vérité.

Zyromski se figure-t-il que le prolétariat se fera casser la figure pour le mettre à la place de Laval ou de Wendel, ou pour assurer la vie tranquille à l'armée de permanents que l'épicerie ne peut plus employer ? S'il le croit, il manque vraiment de perspicacité, car il est intelligent.

Les partis marxistes, donc, restent dans le cadre traditionnel et continuent à chercher l'explication des faits sociaux dans les textes périmés que leur maître leur a légués. Zyromski se contente de passer du camp réformiste au camp bolchevique.

La vie cependant est plus forte que les textes ; malheur à ceux qui ne savent pas lire. L'aveuglement de la social-démocratie Austro-Allemande et ses idées utopiques sur l'économie mixte amènent le fascisme.

Les idées Etatiques des bolcheviks nous mènent tout droit au capitalisme d'Etat et par conséquent à une exploitation plus oppressive de l'homme par l'homme.

Le prolétariat doit rejeter les erreurs du passé s'il ne veut pas sortir de l'esclavage des capitalistes pour entrer dans celui des bureaucrates.

COMITE D'ACTION CONTRE LES DEUX ANS

Mercredi 12 février, à 20 h. 30

Salle « Au Zanzi »

34, rue de Vanves (XIV^e)

MEETING

contre le renforcement du militarisme

Contre la loi de deux ans

Orateurs :

Ringeas, Ridet, Laisant



Après le C. C. N. de fusion

INCONTESTABLEMENT, le C. C. N. de fusion a marqué un pas en avant, en ce sens qu'il a consommé la ruine de certains rêves communistes, par trop dangereux pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Désormais, nous avons sinon l'assurance formelle, du moins des garanties importantes relativement à l'indépendance syndicale, car le Congrès de Toulouse ne semble pas devoir réserver de mauvaises surprises. Il restera aux syndicalistes de veiller à ce que le principe de l'indépendance se traduise bien par l'autonomie complète de l'action des travailleurs, car alors tout serait bientôt à recommencer.

Le morcellement du mouvement ouvrier reprendrait aussitôt et de nouveau, l'histoire se renouvellerait, les partis politiques régneraient sur des ruines.

Il apparaît bien que les délégués au C.C.N. avaient une claire vision du danger. Les interventions des partisans de l'indépendance d'ont perçu une certaine inquiétude avaient un caractère de sommation; cependant que les unitaires, par leurs réticences, leurs lourdes finasseries, semblaient avoir porté un rude coup à leur crédit, à la valeur de leurs engagements.

Eh ! oui. Comment pourrait-il en être autrement devant le langage volontairement confus qu'ils ont tenu sur cette question vitale de l'indépendance, sur laquelle, pourtant, on nous avait affirmé maintes fois, des deux côtés, être complètement d'accord.

En vérité, dans la mesure où cet accord a été conclu, il est certain qu'il n'était qu'une feinte pour les communistes, bien décidés de mettre la main sur le mouvement ouvrier.

En effet, la moindre sincérité les aurait incités à répondre nettement, clairement, aux questions qui leur ont été posées avec insistance. Or, ils ont cherché une échappatoire; ils ont crié à l'incompétence du C. C. N. ! Cette tactique désastreuse a, en quelque sorte, dévoilé leurs arrière-pensées, révélé leur duplicité.

Battus, les unitaires conservent visiblement le dessein de renouveler leur expérience manquée de la C.G.T.U. C'est la seule explication possible de leur attitude.

Ils ne veulent pas désarmer. En dépit de tous les engagements qu'ils seront amenés à prendre, ils continueront leur action contre le syndicalisme. Dimitrov n'a-t-il pas signifié à ses subordonnés au 7^e Congrès de l'Internationale communiste que :

« Le travail dans les syndicats est la question la plus brûlante pour tous les partis communistes. »

Cet ordre est incompatible avec les déclara-

tions unitaires sur l'indépendance, et comme les exigences de la Ligne ne tolèrent aucun écart, les bolchevistes-syndicalistes devront s'en conformer.

La décision du congrès de Villeurbanne d'imposer au bureau confédéral provisoire Frachon, le chef des fractions communistes dans les syndicats, est symptomatique. De même, la nouvelle manœuvre qui semble avoir déjà fait long feu sur la motion de la Loire.

Cette dernière, inspirée à coup sûr par la Grange-aux-Belles, est présentée astucieusement comme susceptible de faire l'unanimité. C'est là son faible, car on se doute qu'elle doit cacher soigneusement un piège. Battus aussi sur la question du cumul qui leur tient tant à cœur, les communistes ont certainement imaginé ce texte pour rendre inopérants les votes sur cette question.

Enfin, leur dernière trouvaille est tout aussi ingénieuse. Elle consiste à affirmer que les statuts de la vieille C.G.T. sont antidémocratiques. Les communistes partisans de la démocratie ouvrière ! Voilà une position qui ne manque pas d'être éffrontée. Les minoritaires de la C.G.T.U. exclus de cette centrale, après les pires calomnies savent à quoi s'en tenir sur la valeur de la démocratie unitaire. Certes, qu'une modification des statuts confédérés soit désirable, cela est certain. Mais, en l'occurrence, le but poursuivi est de réduire les pouvoirs du Comité confédéral national. Que ce dernier conserve le privilège d'élire le bureau et la Commission administrative, et c'en est fait des possibilités communistes. Tandis que l'élection directe de ces organismes par les syndicats peut permettre, dans certaines circonstances, une pénétration communiste.

Foin de la démocratie syndicale, la grande préoccupation est la conquête des organisations syndicales.

La majorité du C.C.N. a durement déjoué les manœuvres communistes et pris une position si nette — peut-être un peu pour les besoins de la cause — qu'elle pourra en éprouver une certaine gêne par la suite.

Les syndicalistes auront soin de rendre impossible de ce côté-là tout recul. Pour l'heure, il faut courir au plus pressé. Il convient d'élever un barrage solide contre les ambitions obstinées de la confrérie bolcheviste. Et ce n'est qu'après ce danger éliminé qu'il sera possible de perfectionner les rouages confédéraux.

Agissons pour parachever la victoire remportée par le syndicalisme à ce premier C.C.N. de la C.G.T. reconstituée.

J. RIBEYRON.

POUR LE DROIT D'ASILE

Le Comité du Droit d'Asile, appuyé par le C. D. S. et la C. G. T. communiqué :

Vers la fin de 1934 et le commencement de 1935, une vague d'expulsions frappa à tort et à travers un nombre impressionnant de militants antifascistes.

Emus par cette situation, impuissants devant la recrudescence de la répression exercée par les services, quatre expulsés d'infraction à l'arrêté d'expulsion, accompagnés de personnalités d'avocats, de journalistes et de représentants du Comité de Défense Sociale et de la C. G. T., se présentèrent aux autorités pour se faire arrêter, afin d'attirer sur cet angoissant problème l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs responsables.

M. Magny, Directeur de la Sûreté Nationale, qui reçut cette délégation, refusa de faire arrêter les quatre « délinquants » et promit formellement que :

1° Les expulsés portés sur les listes bénéficieraient d'un sursis d'un mois pour permettre l'examen des dossiers.

2° Les enquêtes seraient dirigées avec un esprit plus large et plus humain et les sursis d'un an seraient accordés à tous ceux à la charge desquels aucun délit de droit commun n'aurait été relevé.

3° Pour les cas jugés plus graves, un nouvel examen contradictoire et détaillé, entre les services de la Sûreté Nationale et ceux du C.D.S. et de la C.G.T. serait envisagé.

Dans le but d'accélérer et de faciliter la solution des nombreux cas à examiner, notre Comité du Droit d'Asile fut constitué sous la direction vigilante et dévouée du camarade Albert Cane.

Environ 400 cas, depuis le 21 mars 1935, ont été soumis à la Sûreté Nationale par notre Comité. Le plus gros chiffre a été fourni par les Italiens, expulsés le plus souvent à la suite de pressions consulaires.

Allemands, Polonais, Espagnols, etc., sans distinction de race ou de tendance, tous ont trouvé auprès de notre Comité l'aide morale et matérielle que nécessitait leur situation navale.

Les syndicats, les groupes anarchistes, le Parti socialiste, S. F. I. O., le Secours Rouge International, les groupes, Comités et formations étrangères, nous ont adressé à plusieurs reprises les militants antifascistes étrangers expulsés ou reloués de France.

Des sommes importantes ont été distribuées pendant les 10 mois d'existence de notre Comité. Nombreux sont les cas d'expulsés et reloués qui ont été favorablement solutionnés; d'autres font encore l'objet de notre attention la plus vigilante et solidaire.

Notre Comité est en liaison constante avec le Bureau de la main-d'œuvre étrangère de la C. G. T., qui, en 1935, a obtenu que soient résolus favorablement, au ministère du Travail, plus de 7.000 cas de travailleurs étrangers dont les 80 p. 100 sont constitués par des militants antifascistes Italiens.

La tâche nous est cependant particulièrement difficile. Un service de presse régulier est mis en œuvre par notre Comité. Plusieurs communiqués ont illustré et dénoncé les abus dont sont victimes les réfugiés politiques et les travailleurs étrangers en général. Nous adressons un pressant appel à la presse amie, l'invitant à continuer à insérer nos appels et communiqués, car notre campagne en faveur du droit d'asile doit, plus que jamais, s'intensifier.

Un communiqué du C. D. S. est paru dans la presse au sujet du camarade Cane, ex-tresorier

du dit Comité et secrétaire du nôtre, laissant entendre que notre camarade, étant absorbé par sa besogne personnelle, ne pouvait plus assurer la trésorerie du C.D.S.

Nous devons affirmer, pour la vérité, que, pris constamment par la tâche quotidienne qu'une telle œuvre de solidarité réclame, notre camarade Cane, y restant entièrement dévoué, a été obligé de donner sa démission de trésorier du C. D. S.

Nous tenons à le remercier publiquement, ainsi que nos camarades Léon Jouhaux et Gaston Guinard, pour l'appui quotidien qu'ils nous ont prêté dans le but de faciliter la solution des nombreux cas présentés et de porter un soulagement aux innombrables misères et à la tragédie qui accompagnent généralement chaque arrêté d'expulsion.

Le Comité du Droit d'Asile, 9, rue de la Douane, Paris (10^e).

Veillons au grain

Au congrès de fusion des Unions de la Seine les unitaires avaient présenté un projet de statut sur le cumul des fonctions politiques et syndicales, qui, s'il avait été adopté, aurait sans doute été proposé pour être introduit dans les statuts de la C. G. T.

En voici le passage essentiel : « Art. 25. — L'Union des Syndicats n'a pas à connaître de l'activité politique des membres de son bureau et de sa commission exécutive, tant que celle-ci n'est pas en contradiction avec les buts de l'Union des Syndicats. »

Battus sur ce point les aspirants cumulards opèrent un recul stratégique et, dans un projet de statuts pour la C. G. T. Unifiée, ont trouvé simplement ceci :

« Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte politique ou électoral quelconque. »

Bien entendu ils ne veulent pas engager l'avenir et se gardent bien de reprendre cette partie de l'article 10 des statuts de la vieille C. G. T. qui est ainsi rédigée :

« Les fonctionnaires confédéraux ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique impliquera leur démission du Bureau confédéral. »

Nos camarades syndicalistes feront bien de réparer cet oubli au congrès de fusion.

Arithmétique Confédérale

« La C. G. T. n'est pas, n'est pas faite pour faire vivre des fonctionnaires, elle est faite pour servir les intérêts de la classe ouvrière », a répondu Jouhaux à Racamond qui au dernier C.C.N. demandait que le bureau de la C. G. T. reconstituée comprenne neuf permanents au lieu de huit.

Jouhaux a ajouté : « La C. G. T. d'avant la scission, à l'époque où elle comptait 1.500.000 membres avait seulement cinq secrétaires à sa tête. »

Le cochon de payant se demandera sans doute pourquoi cinq secrétaires étaient suffisants pour 1.500.000 membres en 1920 et pourquoi, en 1936, il en faut huit pour un million.

LE CONGRÈS de la Fédération Parisienne

Dimanche dernier, s'est tenu le congrès fédéral de la région parisienne. Tous les groupes à l'exception de trois, étaient représentés par un ou plusieurs délégués.

La matinée a été consacrée à la discussion du rapport moral et financier, suivi d'un compte rendu de l'activité de chaque groupe.

De nombreux camarades sont intervenus au cours de ce premier débat, apportant leurs critiques et leurs suggestions pour l'amélioration du travail de propagande. Tous les délégués se sont attachés à montrer la nécessité de développer le Libéraire qui doit être plus que jamais à la hauteur de son rôle.

Après que les délégués eurent pris la décision de réserver les lieux qui les unissent par le canal du Bureau fédéral, la première séance fut suspendue.

La séance de l'après-midi était réservée à la propagande et au travail éducatif.

En premier lieu, des délégués se préoccupèrent des conditions dans lesquelles se déroulerait la campagne antiparlementaire, lors des prochaines élections.

Diverses mesures sont prises pour en assurer une bonne organisation et un développement suffisant. Sur la proposition de Berger (banlieue-sud) un fond de caisse est décidé pour en assurer le financement.

En ce qui concerne la tâche éducative il est décidé de fréquentes assemblées d'information sur les problèmes d'actualité.

La position des anarchistes vis-à-vis du syndicalisme donne lieu à un débat.

De nombreux camarades ont affirmé la nécessité de rassembler rapidement un tableau de la situation actuelle, si semblable à celle de 1914, avec cette différence toutefois que ce sont les partis de gauche les plus bellicistes. Il insiste sur la nécessité d'œuvrer parmi les travailleurs pour faire échouer à l'esprit guerrier. Berger (Banlieue Sud), Desmignères (18^e), affirmant la nécessité pour les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires de lutter au sein de la C.G.T. unifiée, pour faire triompher définitivement l'indépendance du syndicalisme et l'action directe, Faucier (18^e) rappelle la formation des syndicats autonomes, puis de la C. G. T. S. R. et se déclare lui aussi pour une action énergique auprès des travailleurs organisés.

Frémont rappelle les écrits de Bakounine sur la politique de la 1^{re} Internationale. Il insiste sur le caractère pré-révolutionnaire de la situation présente. Rappelant l'expérience allemande il en tire argument pour montrer également la nécessité de lutter parmi les travailleurs.

Après une longue et intéressante discussion, les délégués désignent le nouveau Bureau fédéral qui est composé des camarades : Langlois, secrétaire; Desmignères (du 13^e), secrétaire-adjoint; Raymond (14^e), trésorier.

Le Congrès a montré la volonté d'action des anarchistes de la région parisienne. Il est acquis une fois de plus, que nous saurons nous dresser énergiquement contre les multiples dangers qui menacent les travailleurs.

Le péril fasciste pointe, le danger de guerre se rapproche, et dans les coulisses l'union sacrée se prépare.

Devant une telle situation redoublons d'efforts. L'action tous pour le développement de la propagande anarchiste, pour le rayonnement toujours plus grand du Libéraire.

Que les anarchistes se serrent les coudes, ainsi seront-ils plus forts dans l'action qu'il s'impose chaque jour plus impérieusement.

CENTRE D'EDUCATION POPULAIRE ET GROUPE LIBERTAIRE

XIV^e arr. — PARIS — 34, r. de Vanves

Le dimanche 23 Février, à 15 heures

dans les deux salles du « Clair de Lune »

15, rue de Vanves

SEBASTIEN FAURE

parlera au peuple du XIV^e arrondissement.

Le vénéral militant, l'écrivain, le grand orateur libertaire traitera le sujet suivant :

« Je ne crois plus en Dieu ! et je combats toutes les religions »

Prix d'entrée : 3 fr. Chômeurs : 1 fr. 50

On trouve des cartes dès aujourd'hui aux adresses suivantes :

An Clair de Lune », 15, rue de Vanves ;

Tabac-café, 37, rue de Vanves ;

Café Sanzy, 34, rue de Vanves ;

Maison Favre, 227, rue de Vanves ;

Maison Pignier, 5, bd Brune, Porte de Vanves.

Nous recommandons aux camarades du 14^e de se munir d'une carte sans attendre.

Communications Diverses

Chu Socialismo Konstruighas en Sovetio ? (Est-ce que le Socialisme se construit en Soviétique ?)

E. Lanli a entretenu pendant plus de 15 ans une correspondance suivie et méthodique avec des camarades résidant dans les contrées les plus diverses de la Soviétique; M. Iyon y a travaillé pendant plus de 10 ans. Ces deux camarades nous donnent le résultat de leur enquête dans une plaquette (14-21 cm.) de 32 pages. L'exposé est fait sous forme de dialogue entre trois personnes : Théodora, l'orthodoxe, Ruper et Tunc, l'observateur objectif, qui se borne à citer des faits.

Comme tout lecteur fidèle de « l'Huma », l'opinion est convaincu que le socialisme s'instaura à bas sur un sixième du globe; l'autre, au contraire, affirme qu'il s'y installe une sorte de fascisme rouge, aussi abominable que le noir et le brun.

Celui de nos lecteurs qui connaissent l'esperanto liront cette brochure avec beaucoup d'intérêt et non sans profit. Et ceux qui ne connaissent pas encore cette langue sont informés qu'ils peuvent recevoir tous renseignements utiles concernant son étude en s'adressant en joignant un timbre, à l'adresse suivante : Esperanto, 14, avenue de Corbière, Paris (12^e).

Comité de Défense des Objecteurs de Conscience. Le dimanche 16 février, à 14 h. 30, salle des Coiffeurs, 37, rue Albouy, aura lieu une grande fête de la Libération pour fêter les libérations de Bernizet et de Leretour. Un représentant des grandes organisations de gauche prononcera une courte allocution. Cartes en vente au siège des organisations et journaux pacifistes.

Le samedi 8 février 1936, à 20 h. 30, aura lieu, salle Albouy, 37, rue d'Albouy, fête anniversaire du journal « Révolution ». Au programme : le chansonnier Dorin, le groupe théâtral Révolution, les Faucons rouges, des exhibitions sportives et de nombreux artistes réputés. Grand bal de nuit avec le Jazz Héric et ses boys. Bilet de tombola 1 fr. 5 billets donnent droit à l'entrée gratuite (chômeurs, 2 billets). On trouve des billets au siège du journal, 15, passage Dubail (94, bd Magenta).

Marseille. Le groupe d'action Anarchiste organise une fête de solidarité qui aura lieu le dimanche 1^{er} mars au bar Celona, 167, avenue Camille-Pelelan, 167. Ouverture à 14 h. 30.

Chronique de Banlieue

LIVRY-GARGAN

L'appel lancé par le Groupe des Amis de la « Patrie Humaine » de Livry-Gargan, a été entendu.

De toutes parts, les bonnes volontés ont répondu présent. C'est ainsi que de nombreux camarades de la L.I.C.P., de la Gauche révolutionnaire du P. S., et quelques individualités libertaires avaient tenu à apporter leur point de vue sur la formidable bataille que nous livrons aux fauteurs de guerre.

Réunion intime, fraternelle, empreinte d'une saine camaraderie, en un mot réconfortante. Point de mots vains, point de sectarisme sinon sur le noble motif pour lequel nous étions réunis : contre la guerre par tous les moyens.

Facilités intégrées, nous nous sommes affirmés et cette affirmation constitue un lien sacré que rien désormais ne pourra triser ou affaiblir.

Il y a là une leçon salutaire pour tous, surtout dans ces jours tristes, sombres que nous vivons : incertitude, confusion sont maîtres absolus. Le salut est en nous, disons-nous, faisons donc tout ce qui est humainement possible pour l'assurer.

Que d'autres camarades nous imitent, front pacifistes partout, à la démagogie des bellicistes opposons la raison.

Quelques jours, va s'ouvrir la période électorale, notre pays va vivre une période intense d'activité politique, groupez-vous, coordonnez vos efforts, prenez contact avec le grand public, nous vous certifions que la moisson sera bonne.

A tous les camarades de Livry, Pavillons, Bondy, nous adressons un pressant appel, venez nous rejoindre à l'Union des pacifistes, trions la charrette tous dans le même sens et la paix triomphera de la guerre.

Gourdin, des Amis de la « Patrie Humaine »

Kayser, de la Ligue des Combattants de la Paix.

NOISY-LE-SEC

Les camarades ont dû lire avec un certain intérêt les quelques articles parus ici même concernant l'attitude du Maire communiste et du Conseil municipal Front populaire, vis-à-vis de l'abbé David, représentant la Sainte Eglise apostolique et romaine. Hélas ! partout ailleurs un même courant néfaste aux intérêts de la classe ouvrière se développe. Et le Parti communiste marche bon train à sa tête, suivi par les organisations qui gravitent autour de lui.

Exemple : le S. R. I. de Bagnolet n'a-t-il pas été trois semaines, qu'à la porte de l'église du quartier des Coutures ! N'a-t-on pas, dans certaines sections du S. R. I., discuté de cette action et même prévu de changer le titre de S. R. I. en celui d'une espèce de Croix-Rouge populaire ? Le Comité antifasciste n'a-t-il pas, lui aussi, dans son titre en celui de Groupe régional populaire, et il existe un groupement qui semble prendre le chemin de ce dangereux tournant, c'est le mouvement des chômeurs.

Ainsi, les trois délégués des chômeurs de Noisy-le-Sec au Congrès des Chômeurs se sont mandatés sans l'approbation de l'assemblée générale et ont voté tout ce qui était à l'ordre du jour de ce Congrès. Alors qu'ils auraient dû rester sur la réserve la plus complète, il fut décidé d'aller quêter en faveur des chômeurs, chez les croix de feu et chez les curés. Malgré que l'on sache que ces associations sont les meilleurs soutiens du gouvernement actuel, on en arrive à se demander si ceux qui préconisent cette action, sont ou des inconscients ou des gredins, tant une telle tactique est de nature à faire les uns-travaux dans les bras des pires adversaires de la classe ouvrière. Espérons que la réaction des chômeurs mettra bon ordre à cet état de choses, car au comité des chômeurs il y a du travail à faire plus qu'ailleurs. Aussi je fais appel à tous les camarades. Amis sympathisants, lecteurs du Libéraire, syndicalistes sans parti, chômeurs, de venir nous rejoindre au comité des chômeurs, renforcer notre action car vous ne pouvez ignorer que ceux qui en tiennent la tête sont des amis de la municipalité Routhier et que malgré le cahier des revendications que les chômeurs ont déposé dernièrement, Noisy-le-Sec est une des plus mal servies des communes de la région. Alons camarades ! il y a du travail pour toutes les bonnes volontés, nous vous donnons rendez-vous au comité des chômeurs.

P. S. Je prie le camarade Routhier, maire de Noisy-le-Sec, de freiner un peu l'ardeur de certains de ces fanatiques qui, à plusieurs reprises, sont venus aux prises avec nous publiquement. S'ils croient par ces procédés me faire faire, ces Messieurs se trompent, mais n'étant pas, Tolstoïens, il pourrait se produire des frictions ou certains pourraient y laisser des plumes. A bon entendeur.

Pierre Saurin.

Ligue Internationale des Combattants de la Paix

Après sa polémique avec Romain Rolland venez nombreux entendre

Mardi prochain 11 février, à 20 h. 30, Salle Susset

106, Quai de Valmy (Métro Jaurès)

FELICIE CHALLAYE

Agrégé de l'Université, Président de la L.I.C.P.

exposer ses vues sur ces deux importants problèmes :

Le fascisme engendre-t-il nécessairement la guerre ?

La paix est-elle indivisible ?

Le même soir :

GEORGES PIOCH

le grand orateur pacifiste, sur :

L'Eglise lutte-t-elle contre la guerre ?

Contradiction courtoise sollicitée

Participation aux frais : 2 fr.

Chômeurs : 1 fr.

Ouverture des portes : 20 heures

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Centrale du Croissant (S.A. Nlle) 22, rue du Croissant, Paris-9^e

secrétaire.

La Vie de l'U.A.

C. I. de la Fédération Parisienne. — Le Comité d'Initiative tiendra sa réunion samedi 15 février, à 20 h. 30 très précises, au Libéraire. Pour la bonne marche de la Fédération il est absolument indispensable que tous les groupes soient représentés.

Jeunesse Anarchiste Communiste. — Le groupe de la Jeunesse se réunira mardi 11 février, à 20 h. 30, au local, 29, rue Piat.

Vu l'importance de l'ordre du jour tous les copains devront être présents.

Groupe du 5^e et 13^e arrondissements. — Le groupe se réunira tous les jeudis à 20 h., au siège, 22, rue Broca (5^e).

Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du XIV^e. — Ce soir vendredi à 21 heures précises, réunion, 34, rue de Vanves. Présence absolument nécessaire. Compte rendu du Congrès fédéral.

Groupe du 18^e. — Pour la diffusion du « Libéraire » et pour la propagation de notre idéal lors de la période électorale, il est indispensable que nous nous regroupions. Réunion le jeudi 13 février, chez Mercadier, square Clignancourt, à 21 heures.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le Groupe se réunira tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du Croissant 11^e et 13^e arr. — Les camarades désirant travailler avec nous pendant la période électorale pour lutter contre la guerre et le fascisme sont priés de venir à la réunion qui aura lieu le dimanche 9 février, à 10 heures, au restaurant du Petit Trou, rue du Croissant (Métro Bourse ou Sentier).

Une causerie sera faite par un camarade du Groupe.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Banlieue-Nord. — Réunion du groupe le dimanche matin 9 février à 10 h. précises au bistrot habituel.

Ordre du jour : compte rendu du Congrès fédéral.

Groupe Anarchiste Inter-Communal de la Banlieue Sud. — Présence indispensable de tous les copains à l'assemblée générale qui aura lieu le lundi 10 février, à 20 h. 30 très précises, café Ramel, angle de la rue du Kremlin et du 14 juillet, à Biotère. P. S. Présence du camarade de Plessis-Robinson. — Pour le groupe : Robert.

Groupe d'Antony. — Réunion du groupe le vendredi 13 février à 20 h. 30, Café Gamille, 76, avenue d'Orléans, au Pont d'Antony. Ordre du jour : le congrès de l'U.A.; nominations des délégués ; règlement des cartes à la Fédération ; soutien du « Libéraire » qui, à l'heure actuelle, est notre meilleure arme de combat ; campagne antiparlementaire, présence d'un camarade du groupe du 12^e.

Puteaux. — Les camarades de Puteaux et des environs ont organisé la vente du « Libéraire » à la Porte Maillot, au grand mécontentement des vendeurs de la presse communiste. Les copains sont priés de venir tous les samedis le « Lib. » sera diffusé dans le coin, ainsi que le dimanche sur les marchés de Puteaux et de Courbevoie. Il se sera bientôt sur celui de Nanterre. Vous voyez, compagnons anarchistes, nous aurons du pain sur la planche. C'est pourquoi nous faisons appel aux bonnes volontés pour venir grossir nos rangs. Une gogole avec le concours de notre ami d'Avray et une conférence de notre ami Sébastien Faure sont en cours d'organisation.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.